

[Texte]

Winston's restaurant in Toronto, when poor people are lining up for food.

In capital gains exemption there is at least half a billion dollars there. I have never understood why we provide an exemption for capital gains. It is just a mystery to me. The government said it was to encourage risk taking. Less than one percent of the capital gains exemption benefits people who could be regarded as engaged in risk taking.

Mr. Dorin: Do you offer inflation protection?

Prof. Brooks: No. Well, I might, but only if I also indexed the interest expense. The reason you do not have to offer inflation protection on capital gains is that even if you tax them at full rates there are still two substantial tax subsidies for capital gains.

One, we only tax them when you realize it, so you are in effect getting an interest-free loan from the government as long as you hold the asset.

Secondly, we allow you to deduct the full cost of your interest expense, which clearly has an inflation component, even though we are going to tax the gain sometime later at preferential rates. In effect we have a negative income tax in our system. That is a negative income tax for the wealthy. So that unless you are prepared to do something about both. . . If you tax them on an accrual basis and you index the interest expense, then I would index the gain.

I have never understood why we had a dividend tax credit. I would like to hear an argument as to why we do.

The Chairman: Why would you have corporate tax?

Prof. Brooks: Because the shareholders refuse to pay their share if we had to feed it out to them.

The Chairman: Yes, but why would you have corporate tax? Why would you have corporate tax at all? Since the corporations do not exist, why would you have corporate tax?

Prof. Brooks: That is true; I do not think we should have it. I think we should tax the shareholders directly on corporate profits, but not many people share our view on that, Mr. Chairman.

Mr. Dorin: Actually we did, but we had some difficulty in trying to find a way to do that. We looked at the advance corporate tax quite particularly.

Prof. Brooks: Absolutely, right. What I would do on corporate tax—probably no one cares but I will just tell you—I would reduce the corporate tax down to about

[Traduction]

subventionne toutes ces personnes du SkyDome et du restaurant Winston de Toronto, alors que tout à côté des pauvres font la queue pour manger.

La suppression de l'exemption pour gains en capital représente au moins un demi milliard de dollars. Je n'ai jamais compris pourquoi nous accordons une exemption pour gains de capital. C'est un mystère pour moi. Le gouvernement a dit qu'il voulait encourager le risque. Moins de 1 p. 100 de l'exemption pour gains en capital profite à des gens qu'on pourrait considérer comme prenant des risques.

M. Dorin: Ne faut-il pas protéger l'investissement contre l'inflation?

M. Brooks: Non. À moins peut-être qu'on indexe les frais d'intérêt. La raison pour laquelle il n'est pas nécessaire d'assurer une protection contre l'inflation pour les gains en capital, c'est que même si ces gains sont imposés au taux normal, ils bénéficient encore de deux subventions fiscales appréciables.

La première, c'est qu'ils ne sont imposés qu'au moment de la réalisation de l'actif, de sorte qu'ils équivalent à un prêt sans intérêt du gouvernement aussi longtemps que l'actif n'est pas réalisé.

La deuxième, c'est qu'on permette la déduction du coût intégral des frais d'intérêt, avec l'élément d'inflation qu'ils incluent, même si le gain est imposé plus tard à des taux préférentiels. À vrai dire, il s'agit véritablement d'un impôt négatif dans notre régime fiscal, un impôt négatif pour les riches. Alors, à moins qu'on ne fasse quelque chose à ce double égard, comme l'imposition selon la comptabilité d'exercice et l'indexation des frais d'intérêt, je ne vois pas pourquoi on assurerait une protection contre l'inflation.

Je n'ai jamais compris pourquoi nous avons un crédit d'impôt pour dividendes. J'aimerais bien entendre quelqu'un me l'expliquer.

Le président: Pourquoi alors imposer le revenu des sociétés?

M. Brooks: Parce que les actionnaires refusent de payer leur part autrement.

Le président: D'accord, mais pourquoi imposer les sociétés? Puisque ce sont des personnes morales, qu'elles n'existent pas, pourquoi les imposer?

M. Brooks: Vous avez raison, nous ne devrions pas les imposer. Nous devrions, à mon avis, imposer les actionnaires directement sur les bénéfices des sociétés, mais rares sont ceux qui partagent notre point de vue à ce sujet, monsieur le président.

M. Dorin: Nous avons essayé, mais nous avons eu de la difficulté à trouver un moyen. Nous avons en particulier examiné l'impôt anticipé sur les sociétés.

M. Brooks: Absolument. Ce que je ferais dans le cas de l'impôt sur les sociétés—tout le monde semble inquiet, mais je le dirai quand même—, j'abaisserais cet impôt à 15